



Reconnecter la science à la prise de décision politique en Europe et ailleurs

Web story sur la réunion IPBES – 29 Mai 2012, Parlement européen, Bruxelles

« La recherche scientifique est une base essentielle à la mise en place des politiques liées à la biodiversité. Nous devons améliorer les données relatives à la biodiversité et les disséminer au sein de la communauté scientifique, des décideurs politiques et de la société civile au niveau européen et global », a déclaré **M. Gaston Franco, Député européen**, lors de la réunion sur IPBES, la plateforme intergouvernementale entre la communauté scientifique et les décideurs politiques sur la biodiversité et les services écosystémiques.

Le Parlement européen, au sein de la dernière [résolution](#) *Notre assurance-vie, notre capital naturel - stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2020*, a reconnu le besoin de la part des décideurs politiques et de la société toute entière d'accorder une priorité politique plus importante à la biodiversité et à la compréhension de sa valeur pour le bien de cette génération et des futures.

« Même si elles ne sont pas finalisées, les discussions relatives à la portée du programme de travail d'IPBES montrent un soutien à la mise en place du [Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique](#), reflété dans [la Stratégie de l'UE sur la biodiversité](#) », a noté **M. Thomas Koetz de la DG Environnement de la Commission européenne**. Il a ajouté qu'« IPBES contribuera sûrement de manière importante à la mise en place de la Stratégie de l'UE sur la biodiversité ». Cette stratégie souligne certaines actions à mettre en place dans le but d'atteindre l'objectif principal pour 2020 en qui concerne la biodiversité ainsi que les engagements globaux dans ce domaine. L'amélioration de la connaissance relative aux écosystèmes et leurs services au sein de l'UE est une des actions prévues nécessitant de nombreux efforts.

IPBES résumera et évaluera les informations déjà existantes sur les conséquences des changements dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques sur le bien-être humain. Selon **Mme Anne Larigauderie de DIVERSITAS** et **du Conseil international pour la Science (ICSU)**, les besoins en terme de recherche dans le cadre d'IPBES incluent la documentation des évolutions actuelles et l'amélioration de notre capacité de prédiction dans le but de mieux informer les choix futurs.

Il a également été noté que la communauté scientifique devrait travailler main dans la main avec IPBES afin de créer une connaissance adéquate. **M. Pierre Commerville de l'Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)** a souligné qu'il est également important pour IPBES de baser sa connaissance sur des données n'émanant pas toujours d'institutions académiques scientifiques. Par exemple, la communauté de la conservation a développé de nombreuses connaissances dont des bases de données, des évaluations et des procédures de révision, des outils d'actions et des bonnes pratiques pouvant être mis à la disposition d'IPBES. La plateforme devrait bénéficier d'une participation active et efficace de la société civile.

« En plus des connaissances scientifiques, IPBES offre une opportunité d'intégrer d'autres connaissances utiles à la prise de décision politique », a confirmé **Mme Maria Schultz du Stockholm Resilience Centre** à





l'Université de Stockholm. Les systèmes de connaissances autochtones, traditionnelles, locales et scientifiques sont la manifestation de différents systèmes, tout aussi valides, pouvant contribuer à la gestion durable des écosystèmes.

Pour **M. Salvatore Aricò de l'UNESCO**, il est nécessaire d'intégrer la société à la science et la science à la société. **M. Patrick ten Brink de l'Institut pour la Politique européenne de l'Environnement (IEEP)** a soutenu qu'IPBES offre une opportunité d'expliquer et de faire prendre conscience à la société du rôle et de la valeur de la nature ainsi que d'aider à développer une base pouvant aider les décideurs politiques. « IPBES et les entités régionales et nationales affiliées sont de nouveaux acteurs et possèdent un rôle potentiel important », a expliqué **M. ten Brink**.

Il existe en Europe une large expérience liée aux mesures politiques et il est important d'assurer un bénéfice mutuel entre les Etats membres et IPBES à travers une participation active. De nombreuses plateformes nationales sur la biodiversité telles qu'en Allemagne, en Belgique, en France et en Suisse, peuvent assurer un engagement efficace. **M. Carsten Neßhöver du Helmholtz Centre for Environmental Research (UFZ)** a suggéré de continuer à évoluer en se basant sur les accomplissements passés en terme d'intégration des apports scientifiques sur la biodiversité en Europe. Il a conclu que « le réseau européen de connaissances, profitera non seulement d'IPBES mais servira également les politiques européennes et leurs objectifs pour 2020 ».

Organisé au Parlement européen à Bruxelles et présidé par le Député européen M. Gaston Franco, le [briefing](#) sur « La plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) – Reconnecter la Science à la prise de décision politique : Pourquoi ? Quoi ? Comment ? » a rassemblé des acteurs internationaux, européens, nationaux et régionaux. Cet événement fut organisé par le secrétariat de l'Intergroupe du Parlement européen : « Changement climatique, biodiversité et développement durable ». Le secrétariat est assuré conjointement par l'UICN et le Bureau européen pour la Conservation et le Développement (EBCD).

Toutes les allocutions, présentations et le rapport de l'évènement sont disponibles sur le site internet de [l'Intergroupe](#).

Pour toutes questions relatives au briefing, merci de contacter anete.berzina@iucn.org. Pour des questions sur l'Intergroupe, merci de contacter melanie.lamaison@ebcd.org.

A propos d'IPBES

La [plateforme intergouvernementale entre la communauté scientifique et les décideurs sur la biodiversité et les services écosystémiques](#) (IPBES) se veut être une entité indépendante et globale visant à rassembler la communauté scientifique et les décideurs politiques. Etablie le 21 avril 2011 et basée à Bonn, en Allemagne, la plateforme sera le pendant du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les sujets liés à la conservation de la nature, la sécurité alimentaire, le développement durable et le bien-être humain. Mesurant les variations de la biodiversité et les services écosystémiques, et identifiant les outils politiques adéquats, la plateforme façonnera l'agenda international et définira le contexte pour la transmission de connaissances légitimes et crédibles aux décideurs politiques.

